

## LE SAHEL FACE À L'INSÉCURITÉ : COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE DANS LES PAYS DE LA « ZONE DES TROIS FRONTIÈRES »

**Amadou Roufaï ALI**

Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

[roufayasmine@yahoo.fr](mailto:roufayasmine@yahoo.fr) / [amadouroufaiali27@gmail.com](mailto:amadouroufaiali27@gmail.com)

**Résumé :** Le Sahel ouest africain fait actuellement face à une insécurité croissante qui menace les Etats de la région dans leurs fondements et fait subir aux populations d'énormes atrocités. L'épicentre de la violence est la zone des trois frontières. Cette réflexion cherche à mieux comprendre la question sécuritaire dans les pays du Sahel central en vue de mieux l'expliquer. Elle se veut une contribution à une meilleure compréhension du problème sécuritaire dans la région. L'insécurité est née de la combinaison de plusieurs facteurs, notamment, la porosité des frontières, un contexte géopolitique régional trouble, la faible qualité de la gouvernance, la présence et l'activisme de bandes armées et de groupes extrémistes ou considérés comme tels. Notre méthodologie de travail repose sur l'exploitation d'informations tirées de divers documents généraux et spécialisés physiques et numériques. Ces données écrites sont renforcées par des données qualitatives issues d'entretiens avec le secrétaire général adjoint du ministère de l'éducation nationale, un consultant en matière de profilage et triage des détenus en lien avec les actes terroristes et des responsables éducatifs de la région de Tillabéri. La confrontation, le recoupement et le croisement des informations tirées de ces différentes sources nous permettent désormais d'expliquer la situation sécuritaire du Sahel central aujourd'hui, depuis les germes, les signes avant coureurs et la généralisation du phénomène, l'identité et les motivations des acteurs de la violence jusqu'à son image et ses implications diverses.

**Mots-clés :** Sahel-Sahel central-pays de la zone des trois frontières- groupes armés-insécurité.

**Abstract:** The West African Sahel is currently facing growing insecurity which threatens the states of the region to their foundations and inflicts enormous atrocities on the populations. The epicenter of the violence is the tri-border area. This reflection seeks to better understand the security issue in the countries of the central Sahel in order to better explain it. It is intended as a contribution to a better understanding of the security problem in the region. The insecurity arose from a combination of several factors, including the porosity of borders, a troubled regional geopolitical context, the poor quality of governance, the presence and activism of armed gangs and extremist groups or considered as such. Our work methodology is based on the use of information drawn from various general and specialized physical and digital documents. These written data are reinforced by qualitative data from interviews with the Deputy Secretary General of the Ministry of National Education, a consultant on profiling and triage of detainees linked to terrorist acts and educational officials from the region of Tillabéri. The confrontation, cross-checking and cross-referencing of information drawn from these different sources now allow us to explain the security situation in the central Sahel today, from the seeds, the warning signs and the generalization of the phenomenon, the identity and the motivations from actors of violence to its image and its various implications.

**Keywords:** Sahel-Central Sahel-countries of the three-border zone-armed groups-insecurity.

## Introduction

Depuis quelques années, le Sahel fait face à une grave crise sécuritaire qui affecte non seulement le fonctionnement des institutions mais également la quiétude, les activités, le bien-être et les libertés des populations. La région est devenue ou tend à devenir ce que la géopolitique appelle zone grise, c'est-à-dire un espace, en certains endroits, de non-droit, « *qui échappe en partie ou intégralement au contrôle étatique* » (Hugeux V, 2010, p.53).

Aujourd'hui, la plupart des pays sahéliens vivent le même cauchemar. Soit ils font déjà face au phénomène d'insécurité, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Nigeria dans ses confins septentrionaux étant les plus touchés, soit ils vivent dans la hantise permanente de celui-ci, s'estimant, à juste titre d'ailleurs, des cibles potentielles, tant les contextes géographique, historique et géopolitique les y exposent. Malgré les multiples initiatives que prennent individuellement et collectivement les pays, avec l'accompagnement de la Communauté internationale, et parfois le recours sélectif à des personnes privées de quelque influence aux fins d'aider à établir des contacts ou négocier des clauses avec des chefs terroristes, la situation sécuritaire demeure hautement préoccupante. Elle ne s'améliore presque pas. Les rares périodes d'accalmie n'ont qu'un caractère éphémère.

Il existe plusieurs théories explicatives du phénomène terroriste. Selon Daniel Dory (2021, p. 45) « *le terrorisme, en tant que technique de gestion de la violence, n'est pas un phénomène isolé, et doit donc être pensé comme se produisant à l'articulation de divers processus issus de choix successifs que des acteurs effectuent en fonction de conjonctures et de situations géopolitiques concrètes* ». De ce point de vue théorique, il serait une gageure de prétendre connaître avec exactitude toutes les causes de l'insécurité au Sahel actuelle et même l'identité des auteurs de la violence. La recherche sur la question est en cours. Mais d'ores et déjà, des réflexions récentes dont celles de P. Hugon (2007), V. Hugeux (2010), du Club du Sahel et l'Afrique de l'Ouest (2013), N. Hénin (2017), des rapports d'organisations du système des Nations unies, des synthèses de colloques, etc. rendent compte de cette pluralité d'origines du phénomène d'insécurité, de son étendue ainsi que de sa complexité. Pendant que certaines causes sont internes, avec un focus sur les questions de gouvernance et de développement, d'autres sont d'origine externe, puisque liées au contexte international.

Le présent document traite avant tout du Sahel central, cette région à cheval entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Appelée aussi zone des trois frontières, cet espace est aujourd'hui l'épicentre d'une grave crise sécuritaire doublée d'une crise humanitaire. Notre objectif est d'examiner la situation sécuritaire ambiante dans ces pays à l'aune des événements souvent tragiques qui se déroulent sous nos yeux et de la documentation écrite et orale disponible et accessible, en vue de mieux la comprendre et l'expliquer. En effet, la faible maîtrise des causes du fléau et de leurs imbrications les unes avec les autres ne favorise ni cette compréhension, ni cette explication. C'est cette insuffisance qui, en rendant les efforts des acteurs engagés dans la lutte antiterroriste inefficaces, limite, dans une large mesure, la portée des initiatives et actions entreprises pour contrebalancer les multiples adversités. Dans cette réflexion, nous examinons successivement le concept de sahel central, l'espace, les Etats et les hommes, les germes et les signes avant-coureurs de l'insécurité ambiante, l'identité des acteurs de cette insécurité et leurs motivations, complexe qui explique en dernière analyse le destin sécuritaire de la région. Notre méthodologie de travail repose sur une revue de la littérature qui nous a permis de nous familiariser avec les concepts clés propres à la sécurité et de dresser un état des connaissances conséquent sur la situation dans le Sahel. Nous avons utilisé des données recueillies, pour la circonstance, auprès de certains responsables nationaux et régionaux du ministère de l'éducation nationale concernant l'effet de l'insécurité sur le secteur éducatif. Nous avons également réalisé un entretien avec un expert spécialiste en profilage et triage des détenus pour cause de terrorisme et exploité une vidéo relatant un point de presse animé par le président de la Haute autorité pour la consolidation de la paix au Niger sur l'identité et la provenance de certains chefs terroristes qui endeuillent l'ouest du pays.

## 1. Le Sahel central, l'espace, les Etats et les hommes



**Les pays du Sahel central**

**Source** : Le Monde du 11 janvier 2020

Espace de transition entre les zones désertiques et celles où règne le climat soudanais, le Sahel, de l'arabe *Sahl* ou rivage, bordure du Sahara, désigne cette région qui s'étend de Dakar à la mer Rouge, avec une population de quelque 150 millions d'habitants (OTAN, 2020). Ses frontières ont toujours été poreuses et il compte des zones peu peuplées contrôlées en partie seulement par les gouvernements nationaux. C'est à travers ces frontières très perméables que l'insécurité se propage à l'intérieur des pays avec des conséquences souvent dramatiques pour les populations.

Sur le plan climatique, le Sahel correspond à cette frange incertaine où en année moyenne les précipitations autorisent la culture sans irrigation. Sur sa marge nord, il se pratique, pour reprendre les propos de Roland Pourtier (2010) une véritable « culture loterie » du fait surtout des aléas climatiques tels que la mauvaise répartition des pluies dans le temps et l'espace et les sécheresses, mais aussi des attaques acridiennes d'oiseaux migrateurs, de la rusticité des techniques agricoles et du matériel aratoire, de la faible formation des producteurs ruraux, etc. Il y est ainsi enregistré presque une parfaite alternance de séries de bonnes années et de mauvaises, exposant ainsi les populations aux risques d'insécurité alimentaire, de maladies et de migrations forcées.

La frange ouest africaine du grand Sahel est essentiellement composée du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. Ces pays sont sensiblement au même niveau de développement économique et social du fait que depuis leur accession à l'indépendance en 1960, ils ont presque tous opté pour les mêmes systèmes politiques pour atteindre le développement, à savoir le parti unique, la révolution, le communisme, puis la démocratie, système le plus répandu

aujourd'hui, mais qui cherche toujours sa voie. Toutefois, aucun de ces modèles n'a permis jusque-là à ces pays d'offrir une bonne qualité de la vie à la population et d'amorcer un véritable décollage économique à telle enseigne que beaucoup de problèmes conjoncturels qui auraient pu trouver des solutions ponctuelles sont devenus, par l'usure, le tassement, structurels et récurrents. Dans ces pays, malgré un faible niveau de formation politique et l'analphabétisme, les populations aspirent pourtant à la bonne gouvernance, à la démocratie et à son respect en vue de leur épanouissement comme l'indiquent le recours qu'elles font à des manifestations de rue dès que celle-ci est menacée, l'animation de nombreux forums d'essence politique sur les réseaux sociaux ainsi que l'existence de nombreuses organisations de la société civile affiliées souvent à des réseaux internationaux. Un autre trait commun aux pays sahéliens est que, sur le plan psychologique, ils partagent le même état d'esprit du fait qu'ils vivent tous sous la menace ou la hantise constantes d'actions terroristes avérées ou potentielles, etc. En effet, certains pays, particulièrement le Niger, le Mali, le Tchad, la Mauritanie, le Burkina Faso et, dans une moindre mesure, la Côte d'ivoire, sont en proie à la violence quasi incessante et souvent meurtrière des réseaux djihadistes, criminels et autres bandes violentes qui écument leurs territoires. D'autres, comme le Sénégal, la Guinée, etc., même s'ils paraissent à priori épargnés jusque-là, vivent également dans la hantise de cette calamité.

Trois pays, objet de la présente étude, occupent la partie centrale du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Beaucoup d'affinités existent entre eux. En plus du partage de la langue française, leur langue officielle, ils sont géographiquement et mutuellement voisins et aussi proches par leurs histoires, anciennes et récentes. En ce qui concerne leur formation en tant qu'Etats-nations, ils sont tous érigés sur les cendres d'anciennes entités politiques précoloniales (Empire du Mali, Empire Songhay, Royaumes Mossi...). Ils ont donc une longue histoire commune, un riche passé fait certes de hauts et de bas, mais glorieux à plusieurs égards, au triple plan politique, économique et culturel. Leur évolution sur ce registre n'a été freinée que par l'intervention coloniale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. C'est en effet à partir de cette période que la France métropolitaine va conquérir l'espace, le morceler en colonies sur la base des critères qu'elle a elle-même édictés, notamment les trajectoires historiques des différentes communautés et leurs affinités, avant de les

mettre sous son administration directe. Puis, quelques décennies plus tard, en 1960 plus précisément, à la faveur de l'évolution des contextes et des mentalités tant en Occident qu'en Afrique même, ces colonies donneront lieu à des Etats indépendants. Ces pays sont donc tous des constructions coloniales.

Sur le plan démographique, le Burkina Faso, le Mali et le Niger partagent de part et d'autre de leurs frontières les mêmes groupes ethniques. A titre d'exemple, le Niger partage avec le Burkina Faso et le Mali les groupes ethniques, Peuls, Gourmantché, Songhay et Touaregs. L'existence des frontières n'est pas toujours un obstacle définitif mais momentané par rapport à la mobilité de ces populations qui les franchissent aisément et quotidiennement, allant de part et d'autre, d'un pays à un autre, dans le cadre de leurs activités socioéconomiques et culturelles. Sur le plan économique, les populations pratiquent principalement l'agriculture fondée essentiellement sur la culture des céréales et particulièrement le mil, et le pastoralisme lui, basé sur l'exploitation extensive des pâturages. Agriculteurs et pasteurs vivent généralement en symbiose malgré les rivalités, voire même les conflits qui parfois les opposent à cause de la compétition qui les réunit autour des terres, des points d'eau et de leur exploitation. Mais de plus en plus, on note une détérioration de cette coexistence symbiotique avec des attaques quasi récurrentes de certains groupes nomades sur des populations sédentaires dans les villages et hameaux, et même dans les grosses agglomérations. D'où une certaine montée de tensions interethniques très perceptible, tournant parfois à des affrontements (Peuls contre Dogons au Mali, Peuls contre Zarma-Songhay et Touaregs au Niger, Peuls contre d'autres groupes ethniques au Burkina Faso, etc.). Aussi, assiste-t-on de plus en plus à une exacerbation des clivages ethniques et diverses formes de particularismes nuisibles à une bonne cohabitation, à la cohésion sociale et à un mieux vivre ensemble. A l'image de ces relations interethniques parfois conflictuelles, les relations entre les Etats et leurs administrés ne sont pas toujours des plus cordiales. A vrai dire, elles sont même préoccupantes. Pour diverses raisons, les Etats n'arrivent pas à satisfaire les besoins essentiels des populations, d'où le mécontentement et parfois le ras-le-bol de ces dernières qui s'expriment parfois de façon extrême. La mal gouvernance, la corruption des élites, l'injustice, les inégalités, l'impunité, etc. sont en effet autant de tares qui ternissent l'image des institutions étatiques et les discréditent aux yeux des populations.

On observe de façon loisible, au regard de cette description, que le Sahel en général et le Sahel central en particulier portent en eux-mêmes les germes de la crise sécuritaire qu'ils traversent et qui menace leur souveraineté, leur stabilité, leur intégrité voire leur existence.

Quels sont ces germes de la crise sécuritaire qui affecte aujourd'hui les pays du Sahel central ? De quelle nature sont-ils ? En quoi sont-ils une menace pour la sécurité de la région ?

## **2. Les germes de l'insécurité au Sahel central**

Deux éléments contextuels doivent être nécessairement pris en compte pour mieux appréhender la situation sécuritaire du Sahel central, son retard économique et sa configuration géographique.

### **2.1. Une économie faible, des politiques publiques peu efficaces**

L'évolution des pays du Sahel central en matière de développement est très problématique, pour plusieurs raisons.

D'abord, il y a toujours les stigmates de la traite des Noirs et de la colonisation. Ces deux grosses plaies de l'histoire sont, dans une large mesure, aux origines du retard économique de l'Afrique en général et des pays du Sahel en particulier.

La traite des Noirs a duré des siècles et a affecté l'Afrique de l'ouest en termes de grosses ponctions sur son capital de bras valides. Ces hommes et ces femmes étaient sélectionnés en fonction de leur jeunesse et de leur constitution physique, ce qui n'est pas sans impact sur la production, la procréation et l'économie d'une manière générale. Joseph Ki-Zerbo (1972, p.220) a si bien décrit la situation : « *La traite a effectué un tri, un écrémage des populations et n'emportait que les plus vigoureux, les plus jeunes et les plus sains (...). Le prélèvement s'est opéré dans les tranches des populations les plus nécessaires au dynamisme et au progrès, c'est-à-dire les meilleurs producteurs et procréateurs* ». On est tenté de dire que « *l'ampleur de la traite était telle que de mémoire d'Africain, on a jamais vu calamité pareille* » (Ali, 2013, p.151).

Quant à la colonisation française, l'autre tragédie qui éprouva l'Afrique après la traite, elle n'a duré qu'une soixantaine d'années dans la région. Elle est certes révolue aujourd'hui, du moins dans sa forme première, mais elle a laissé aux pays sahéliens de

lourds héritages. Parmi ceux-ci, les modèles de développement successivement expérimentés ça et là, mais qui n'ont jamais permis d'atteindre le développement intégral, cheval de bataille des toutes premières élites dirigeantes postcoloniales. Ces modèles sont inadaptés à telle enseigne qu'ils n'ont pas permis aux Etats d'atteindre leurs objectifs en matière de développement. Roland Pourtier (2014) remarque que dans les années 70 déjà, les économies fondées sur la rente agricole et minière ont subi la loi d'un marché qu'elles ne contrôlaient pas. L'effondrement des coûts des matières premières a provoqué une crise économique qui frappe, à des degrés divers tous les pays exportateurs. L'emprunt était ainsi devenu la solution, mettant petit à petit ces pays dans un cycle d'endettement et des plans d'ajustement structurel (PAS) que les institutions financières internationales leur ont imposés. Le coût social des PAS fut donc lourd pour ces pays : baisse du pouvoir d'achat, réduction des dépenses publiques au détriment, en particulier, de l'éducation et de la santé. Cette situation qui a contribué à paupériser davantage les populations explique, dans une large mesure, les agitations politiques des années 90 dans les pays africains que Roland Pourtier (2014, p.18) qualifie de « *décrochage de l'Afrique* ». C'est le point de départ de la marginalisation économique du continent dans le commerce mondial, ayant atteint son pic particulièrement entre les années 70 et 90 (R. Pourtier, 2014). Dans cet intervalle de temps, les exportations ont chuté de 2,4% à 1%. La situation de l'industrie n'est guère reluisante. Le secteur s'est aussi dégradé. Coûts élevés des facteurs de production, surévaluation de la monnaie dans la zone franc jusqu'en 1994, des erreurs dans les stratégies de développement qui ont fait du continent un « cimetière d'usines » ; la mal gouvernance, la corruption des responsables politiques, l'insécurité, autant de facteurs qui expliquent les difficultés du secteur industriel (R. Pourtier, 2014). Les crises politiques et les guerres enregistrées ça et là du fait de l'incapacité des Etats à satisfaire les besoins primaires des populations ont aussi largement contribué à entraver souvent toute dynamique de développement.

Les effets conjugués du poids de l'histoire, des options de modèles de développement peu pertinents puisque inadaptés aux contextes nationaux, la conjoncture internationale, la mal gouvernance sont, à certains égards, à l'origine de la pauvreté des populations. Le chômage des jeunes, les replis identitaires, les rivalités interethniques, etc. sont aussi autant de facteurs constituant de réelles menaces pour la stabilité des Etats et la sécurité des personnes et de leurs biens. Un examen

minutieux de ces problèmes permet déjà d'entrevoir les déboires y compris sécuritaires auxquels fait face actuellement la région à cause de leur incidence directe et sensible sur le bien-être des populations et la stabilité des Etats. Ce constat permet aussi de trouver quelques explications à la situation difficile actuelle dans laquelle se trouvent les pays du Sahel Central, notamment en ce qui est des questions de développement économique et social. On voit donc que plus de 60 ans après les indépendances, la problématique de développement dans ces pays reste quasi inchangée. Malgré les différentes options politiques et économiques centrées sur le développement et l'existence des ressources minières, forestières et halieutiques considérables sur leurs territoires, ils ne sont toujours pas parvenus à prendre véritablement leur envol vers l'émergence. Les préoccupations et les attentes individuelles et collectives restent entières et n'ont d'autres terrains d'expression que la contestation, la désobéissance civile, la rébellion parfois armée, l'adhésion aux organisations terroristes internationales, avec comme corollaire, la violence parfois extrême. Des problèmes qui font peser de réelles menaces sur la stabilité des Etats et la sécurité des personnes et de leurs biens, et qui constituent à plusieurs égards un défi existentiel. En vérité, tous les ferments de la violence et de l'insécurité sont déjà réunis à ce niveau. Mais la configuration géographique du Sahel central est tout aussi un facteur qui cache en son sein des germes d'insécurité.

## ***2.2. La configuration géographique, un facteur naturel d'insécurité au Sahel***

Dans les analyses des causes de l'insécurité grandissante au Sahel central, on a parfois tendance à oublier ou à minimiser le rôle de l'espace géographique qui, de par sa configuration, est en lui-même potentiellement dangereux pour la sécurité et propice à la prospérité d'entreprises terroristes et criminelles. Les territoires qu'occupent les pays de la zone des trois frontières sont situés sur cette large bande saharo-sahélienne qui court de la Mauritanie jusqu'au Soudan, intégrant le sud de l'Algérie et de la Libye, le nord du Mali, du Niger et du Tchad que nous qualifions de grand Sahel. Il s'agit d'un vaste milieu aride, pauvre et sous-peuplé, aux frontières très perméables. Du fait qu'il est, à certains égards, peu attractif pour les populations sauf pour des groupes nomades que l'histoire et le mode de vie continuent à maintenir sur place, il est peu fréquenté. Cette désaffection offre aux réseaux criminels de solides

garanties pour opérer à l'abri des oreilles et des yeux indiscrets. En offrant ces conditions favorables, ce milieu expose davantage les pays aux risques et au péril du terrorisme, de trafics d'armes et de drogue et de la traite des êtres humains, très rémunérateurs, qui selon l'International Group Crisis (2015), générerait 3, 8 milliards de dollars par an. Pour les trafiquants sahéliens, note Vincent Hugeux, « *c'est fromage du désert* (V. Hugeux, 2010, p. 57).

### **3. Des signes avant-coureurs d'une crise sécuritaire à large spectre**

Depuis le printemps 2010, beaucoup d'évènements convergents que l'on qualifierait de signes avant-coureurs se sont succédé dans la région. A vrai dire, de par leur gravité et l'audace qui caractérise les auteurs, ces évènements auraient pu très tôt interpeler les analystes et les décideurs sur les risques sécuritaires qui guettent les Etats, ce qui n'a pas été toujours et partout le cas.

Les actes et attentats terroristes peu ou non habituels qui, loin de relever d'un simple hasard, devaient être considérés comme des signes annonciateurs d'une dégradation programmée du climat sécuritaire dans la région. En Mauritanie en 2007 quatre touristes ont été froidement assassinés à Aleg ; puis, quelques mois plus tard, survient une attaque suicide avortée sur le seuil de l'ambassade de France à Nouakchott, et enfin, des enlèvements d'expatriés européens au Nord Mali comme au Nord Niger ont été également commis. La liste n'est pas exhaustive. C'est dans ce contexte déjà incertain et délétère qu'intervient en 2011 la guerre civile en Libye, puis l'implosion du pays après la capture et l'assassinat du Colonel Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011 à Syrte. Le chaos libyen a, à son tour, optimisé les risques en favorisant l'entrée d'armes de tous acabits et de combattants au Niger, au Mali particulièrement, dans un contexte où les armées nationales déliquescents, affaiblies, ne sont pas préparées à la guerre (V. Hugeux, 2010).

Les premières actions terroristes dans la région ont été attribuées à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), avatar de l'ancien Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), le tristement célèbre selon Philippe Hugon (2014). Cela paraît plausible car depuis les attentats du 11 septembre 2001 en effet, on assiste à une mondialisation de mouvements extrémistes islamistes se réclamant de cette nébuleuse. L'Afrique n'y a donc tout simplement pas échappé. L'Aqmi s'est implantée au milieu des années 2000-2010 dans les confins saharo-sahéliens du Niger, du Mali et de la

Mauritanie prônant le djihad. Le massif de l'Adrar a constitué l'un de ses principaux bastions armés. Son implication active dans le trafic de drogue transsaharien lui permet d'accéder au marché de l'armement. L'organisation s'empare en 2012 du nord du Mali jusqu'à Tombouctou et Gao, et y impose la Charia. La crainte d'une avancée jusqu'à Bamako, à la demande du Mali, décida la France à intervenir militairement (Opération Serval) avec le feu vert de l'ONU. Les forces islamistes, affaiblies et désorganisées, n'ont pas perdu pour autant toute capacité de nuisance. Le Sahel est devenu une zone majeure d'insécurité où essaiment des groupes terroristes. Au même moment, au nord du Nigeria ont lieu des affrontements sanglants entre musulmans et chrétiens de façon endémique. La secte islamiste Boko Haram<sup>1</sup> se distingue par ses revendications d'un rejet de l'école de type occidental et aussi par sa brutalité. Implantée dans l'Etat du Borno, autour de la capitale Maiduguri, elle fait régner une insécurité qui déborde sur les pays voisins du Niger et du Tchad et surtout le nord du Cameroun. Un des actes les plus spectaculaires que Boko Haram a posés, est l'enlèvement de quelque 200 lycéennes en avril 2014 qui a suscité une vive émotion dans le monde entier. Aujourd'hui, ce mouvement fait parler peu de lui au Niger.

On pourrait ajouter à la liste des signes annonciateurs de l'insécurité au Sahel central d'ordres naturel et géopolitique, d'autres d'ordre psychologique. Il s'agit de tout le travail de sape des réseaux djihadistes et leur purisme ainsi que de leurs nombreux relais idéologiques qui agissent clandestinement au sein de jeunesse déboussolées, condamnées à l'oisiveté ou privées d'horizon, en termes d'avenir. L'adhésion d'un public aussi jeune que nombreux aux idéaux de ces djihadistes a donné lieu à un phénomène très curieux et qui montre tout l'effet psychologique de la campagne djihadiste et de leurs relais sur certaines catégories de la population. La vente des T-shirts à l'effigie de Ben Laden sur les marchés de grandes villes et même de bourgades ouest africaines, l'attribution du prénom Oussama à des nouveau-nés par leurs parents, etc. indiquent à suffisance l'écho favorable que ces discours trouvent dans les milieux jeunes. La montée du radicalisme est partout patente, accentuée par des séances de prêche implicitement polarisées. En même temps, les responsables wahhabites saoudiens tout comme la Libye du panafricaniste Kadhafi financent la construction des mosquées, forment des imams et accueillent des cohortes d'étudiants

---

<sup>1</sup> Expression hausa qui signifie l'école occidentale est une souillure.

(P. Hugon, 2014). Au regard de tous ces éléments, on peut considérer le contexte des pays du Sahel déjà explosif, comme une terrible bombe à retardement dont l'explosion n'était qu'une affaire de temps simplement. Cette bombe vient donc d'exploser, jetant ainsi les pays du Sahel central dans un cycle infernal d'extrême violence suivie d'effets calamiteux dans tous les secteurs de la vie socioéconomique et politique des pays. Il s'en suit dans toute la région un climat d'insécurité dont les implications pour les institutions et les hommes sont aussi multiples que désastreuses. Tel est le destin sécuritaire des pays du Sahel central actuellement. Qui sont les acteurs de cette violence ? Quelles sont leurs motivations ? Quels sont ses implications sur la vie quotidienne des Etats et de leurs populations ?

#### **4. Le destin sécuritaire actuel du Sahel central, l'ampleur de la crise à l'œil nu**

Pour mieux comprendre la situation sécuritaire dans laquelle se trouvent les pays du Sahel central actuellement, il est aussi nécessaire de cerner un certain nombre d'informations sur les acteurs de la violence qui l'engendre, des victimes qui la subissent ainsi que ses multiples implications sur la vie socioéconomique et politique des pays de la région.

##### **4.1. Identité et motivations des acteurs**

Aujourd'hui, l'identité et les motivations des acteurs de la violence gratuite sont relativement bien connues grâce non seulement aux informations provenant des terroristes eux-mêmes notamment leurs déclarations et revendications, mais également grâce à la recherche sur le sujet et les médias physiques et sociaux<sup>2</sup>. Sur le plan identitaire, ces groupes à priori homogènes sont en réalité composites et de diverses provenances. Certains éléments constitutifs sont étrangers à cette aire géographique puisque venant d'ailleurs, le Maghreb et l'Asie principalement. D'autres, et cela se confirme de plus en plus, le gros du lot, est d'extraction locale, c'est-à-dire constitué de fils du terroir recrutés sur place. Ils ont l'avantage de bien connaître le milieu géographique et les potentialités qu'il peut offrir en termes de cachette et de discrétion, ils connaissent aussi le milieu humain dont ils sont aussi l'émanation

---

<sup>2</sup> Les documents vidéo et audio dans lesquels s'expriment les djihadistes sont actuellement nombreux et circulent sur les réseaux sociaux dans tous les pays. Le cas de Abubacar Shekau, chef incontesté de la secte terroriste Boko Haram qui écume les territoires du Nigeria, du Niger et du Cameroun mort récemment en est une parfaite illustration.

puisqu'ils y vivent déjà et ont la possibilité d'aller et venir d'une localité à une autre sans attirer le moindre soupçon<sup>3</sup>.

Par rapport aux motivations, elles sont également assez bien connues aujourd'hui. Il est désormais clairement établi qu'elles ne sont pas strictement idéologiques. Il y a parmi les revendications des insurgés, celles qui peuvent être qualifiées de légales et acceptables, mais en réalité (à l'évidence), comme l'observe Vincent Hugué (2010, p.55), « *celles-ci ne servent que de paravent commode à l'abri duquel ils intensifient leurs commerces illégaux* ». Il en veut comme preuve pour étayer son affirmation, les nombreuses scissions qui morcellent ces mouvements, qui, pour lui, ne doivent pas grand-chose aux différents doctrinaux ou tactiques, mais beaucoup plus aux rivalités pour le contrôle des routes de la contrebande. Quoi qu'il en soit, certaines motivations sont d'ordre religieux et d'autres, d'ordre politique, et aussi économique comme cela ressort des revendications et autres déclarations des apôtres de la violence eux-mêmes. Un bon nombre vise, dans une large mesure, à légitimer le mouvement auprès des populations au sein desquelles les recrutements sont effectués. Beaucoup d'observateurs, quant à eux, invoquent la primauté de motifs d'ordre économique, idée confirmée du reste par des anciens terroristes de Boko Haram, repentis et internés à Diffa dans l'est du Niger. Dans un entretien en langue hausa avec un journaliste de Radio France internationale (RFI), un dimanche de l'année 2018, ils ont déclaré avoir rejoint Boko Haram parce qu'ils « gagnent l'argent et la femme »<sup>4</sup>. Sous cet angle, il y est fait un lien étroit avec les politiques publiques et les choix politiques, qu'on considère comme insuffisamment adaptés pour prendre en charge les besoins des populations afin de les sortir du cycle infernal de la pauvreté endémique. Il y est donc établi un pont entre développement et sécurité. Quoi qu'il en soit, ces raisons aussi complexes qu'imbriquées appellent à des réflexions profondes qui, seules, peuvent permettre de mieux comprendre le phénomène djihadiste, décrypter ses liens avec la pauvreté et proposer un modèle alternatif de développement. Car la sécurité est une

---

<sup>3</sup> Dans un point de presse animé par le président de la haute autorité de consolidation de la paix (HACP), le Général Mahamadou Abou Tarka, le 26 mars 2021, a donné beaucoup d'informations sur les terroristes qui essaient dans la région de Ouallam sur la frontière avec le Mali. Les Nigériens ont découvert avec stupéfaction l'identité des chefs terroristes, leurs villages, leurs familles et même leurs groupes ethniques. Ils sont tous nigériens et proviennent des groupes ethniques Zarma et Peuls selon lui. La situation dans les autres pays devait être similaire.

<sup>4</sup> Traduit de l'expression hausa qu'ils ont utilisée lors de l'entretien sur les ondes de RFI, sous le couvert de l'anonymat : « *Mun shiga Boko Haram, domin muna samun kudi, kuma muna samun mata* ».

composante essentielle de la bonne gestion des affaires publiques et des initiatives en faveur de la paix.

#### 4.2. *L'insécurité ambiante au Sahel central, image et implications*

L'insécurité est l'absence de sécurité. L'idée selon laquelle la sécurité relève de questions strictement militaires doit être dépassée aujourd'hui, pour faire place à une conception plus large. Le concept de sécurité de l'Etat s'étend désormais à la sécurité des personnes ou à la sécurité humaine. L'insécurité est donc un concept pluridimensionnel, plus large d'ailleurs que celui de conflit. Elle a une dimension économique, alimentaire, sociale, politique (avec toutes les questions de respect ou de violation des droits de l'homme), etc. Ce caractère pluridimensionnel selon Philippe Hugon (2007, p.73) « met l'insécurité au cœur du sous-développement économique et de l'impossibilité pour l'Etat d'exercer ses principales fonctions régaliennes ». Sans sécurité, il n'y a donc pas de développement véritable.

Dans le contexte actuel du sahel central, l'insécurité est devenue une donnée constante. Les populations la vivent au quotidien. On peut même qualifier le phénomène de casse-tête collectif. Les actes traduisant cette insécurité sont fréquemment observés dans la région. Ils sont régulièrement rapportés par les différents médias tant traditionnels (radios, télévisions, journaux) que modernes, les réseaux sociaux, notamment. C'est à travers ces canaux que l'opinion est informée en temps réel d'une attaque accomplie ou même en cours ou de toute autre exaction terroriste perpétrée dans une localité ou dans une autre d'un pays donné.

Les causes d'insécurité au Sahel central sont nombreuses, enchevêtrées et complexes, tout comme le sont les acteurs, ce qui confirme la théorie de Daniel Dory. Les facteurs d'insécurité au Sahel sont divers : présence de groupes extrémistes terroristes, de bandes criminelles pratiquant des trafics d'armes, de drogue et d'êtres humains, montée du grand banditisme, violence gratuite, vols de bétail, etc. Mais, c'est l'extrémisme religieux qui constitue le principal défi, du fait non seulement de sa violence et ses conséquences désastreuses sur l'espace, les hommes et les institutions, mais également de sa nature difficile à cerner, à comprendre et à expliquer. Il est l'œuvre d'une diversité de groupes se réclamant de l'islam et prétendant faire le djihad ou la guerre sainte. Il s'agit d'une attitude extrême par rapport à l'application ou

l'observance ainsi que la défense de leur doctrine, une sorte de rigorisme et de refus de compromis (Ali, 2019).

Dans les pays de la zone des trois frontières, pas un jour ne passe aujourd'hui sans entendre parler d'attentats, d'attaques ou d'incursions terroristes. La présence et la prolifération des groupes armés non étatiques, les actions anti-insurrectionnelles de l'Etat et des partenaires internationaux ainsi que la création des milices d'autodéfense armées au niveau des villages notamment au centre du Mali et au Burkina Faso ont créé un cercle vicieux de conflits et de violence dans lequel sont plongés les pays de la zone des trois frontières<sup>5</sup>.

Les extrémistes s'attaquent quasi systématiquement à tout ce qui peut être considéré comme un symbole de l'Etat. Sur ce plan, « *leurs cibles privilégiées sont les Forces de défense et de sécurité (FDS) et l'école* » soutient le directeur régional adjoint de l'enseignement primaire de Tillabéri. Contre les FDS, ils livrent une guerre asymétrique, avec des moyens non conventionnels, ce qui leur permet souvent d'enregistrer des succès au cours de leurs opérations<sup>6</sup>. Leur mode opératoire repose sur les attentats, les attaques surprises des garnisons avec des explosifs et à motos, les embuscades, la pose des mines sur les itinéraires des forces régulières, etc. Dans leur élan meurtrier et destructeur, les groupes n'épargnent pas non plus l'école. L'institution scolaire en est même une cible privilégiée et facile à atteindre au regard du nombre d'écoles fermées dans chacun des trois pays, d'enseignants tués et d'infrastructures et mobiliers détruits par les extrémistes. Rien que dans la région de Tillabéri, au Niger, le nombre d'écoles fermées qui était seulement de 110 en novembre 2019, selon le directeur régional de l'enseignement primaire atteint aujourd'hui 377. Au niveau national, elles sont au total 419, « *ce qui met du coup 31 728 élèves hors école et fait d'eux des recrues potentielles pour les groupes armés* » selon de secrétaire général adjoint du ministère de l'éducation nationale. Ceci constitue effectivement un grand risque car les groupes armés effectuent généralement leurs recrutements dans les milieux jeunes, pauvres et analphabètes, susceptibles d'accepter facilement leurs

---

<sup>5</sup> La création des milices commence également à devenir un objet de revendication de la part des populations affectées par les conflits. Des débats ont lieu souvent sur les réseaux sociaux, mais aucune organisation dûment reconnue n'a encore demandé officiellement la création de cette milice. Il y a toutefois des initiatives privées isolées dans ce sens.

<sup>6</sup> Mise en déroute des patrouilles, voire des compagnies militaires, enlèvements des FDS,

discours, leurs idéologies et d'y adhérer. Leur acharnement contre l'environnement scolaire s'explique par leur volonté exécrationnelle de maintenir la population dans l'ignorance afin de mieux l'utiliser à la fois comme bras armé et alliée stratégique.

Mais, il n'y a pas que l'Etat, ses institutions et ses symboles qui sont dans les visées des groupes armés. De plus en plus, les civils sont aussi pris pour cible. Leur situation a progressivement évolué de mal en pis. D'abord victimes collatérales quand ils se trouvent au mauvais endroit lors d'actions contre les FDS ou d'opérations militaires anti-insurrectionnelles, de plus en plus, ils sont directement visés et traités comme monnaie d'échange et vache à lait. Ils sont quasi quotidiennement intimidés, harcelés ou tués par des acteurs du conflit qui les accusent de se ranger du côté opposé, c'est-à-dire de l'adversaire, (PAM, 2020).

La situation est telle que dans tous les pays du Sahel central, on enregistre avec une fréquence déconcertante des cas d'enlèvements de nombreux chefs particulièrement dans l'ouest du Niger. Ces types d'exactions à visée dissuasive sont considérés comme un moyen de susciter la peur au sein de la population afin de l'empêcher de protester ou de chercher de l'aide ou même un simple secours. Le sort des otages est déterminé par le paiement des rançons demandées aux villageois : ils sont soit libérés lorsque les rançons sont payées, dans les meilleurs cas, soit tués, le cas contraire. Il faut ajouter à ces enlèvements l'imposition aux villageois de nombreuses taxes appelées *jangali* en langues locales au Niger. Même sur le plan des relations sociales, les rapports de bon voisinage prennent un sérieux coup du fait de la peur quotidienne, de l'incertitude et des suspicions qui font le Programme alimentaire mondial (PAM) qu'il n'ya plus aucune confiance entre voisins (PAM, 2020).

Les implications des exactions sont lourdement ressenties dans la région. On assiste, partout dans les zones affectées par les conflits et l'insécurité à une inquiétante désertion des villages. Selon le PAM (2020), plus de 950 000 personnes sont aujourd'hui déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, du Mali. Ayant abandonné tout derrière eux, troupeaux champs et jardins, elles ne dépendent que de l'aide humanitaire. Car les communautés d'accueil des déplacés sont elles-mêmes démunies de sorte que si elles peuvent leur amener un certain réconfort moral et psychologique, elles ne peuvent pas en faire autant sur le plan matériel (pourvoi des déplacés en aliments, couvertures, habits, médicaments, etc.).

Il convient dans cette série d'implications de l'insécurité, de mentionner aussi le cas de certaines catégories de personnes, vieillards et enfants particulièrement qui, n'arrivent pas à fuir les atrocités. Plus vulnérables, leur sort est tout aussi fatal : ils sont non seulement coupés de l'aide humanitaire, mais également soumis au paiement de taxes et sont victimes d'extorsions de fonds de la part des groupes armés et des milices. Ils sont également soupçonnés de fréquenter les groupes armés, ce qui leur vaut souvent de gros ennuis avec les FDS.

L'interdiction de circuler à moto dans les trois pays a contribué à aggraver la crise. En effet, elle a engendré une rareté de ressources et une dégradation des conditions de vie des populations concernées. La moto est aujourd'hui dans cette zone le principal moyen de transport des villageois pour se rendre au marché, dans les champs, les dispensaires, et la suspension de son usage ne peut que plonger davantage la population dans les privations les plus abjectes et le désarroi le plus complet.

## **5. Eléments de discussion, quelques orientations**

Aujourd'hui, le destin sécuritaire des pays du Sahel central semble bien scellé. Les pays de la zone des trois frontières souffrent d'un même fléau qui ravage leurs territoires. Pourtant, depuis environ une décennie, tous les signaux sécuritaires ont tourné au rouge sans que cela n'alerte véritablement les autorités compétentes. Mauvaise lecture de la situation, négligence ou laxisme peuvent être invoqués pour qualifier cette attitude individuelle et collective des Etats qui, finalement, s'est avérée d'une grande fatalité. Une prompt réaction de leur part aurait pu aider à minorer les risques et étouffer l'insécurité dans ses germes. C'est cela l'avantage de l'anticipation. Maintenant que le phénomène violent semble atteindre son paroxysme, il faut à la fois le combattre et gérer ses effets. Seulement, on constate que toutes les actions entreprises dans ce sens s'avèrent peu efficaces au regard de la progression inquiétante du mal et de la dégradation croissante de la situation. Il ne faut pourtant pas baisser le bras devant cet échec collectif en demi-teinte. Une meilleure connaissance de l'économie de l'insécurité dans la région est impérative si les Etats et leurs partenaires veulent véritablement aller vers une solution qui se veut efficace et durable. Il s'agit de chercher à connaître le problème dans toute sa complexité, de mieux le comprendre afin de penser les solutions les plus adéquates possible. Dans cet élan, on privilégiera

d'abord les sources du mal pour très vite décourager les catégories d'acteurs de la violence dont elles desservent les intérêts.

## **Conclusion**

Les pays du Sahel central sont aujourd'hui confrontés à une grave crise sécuritaire dont beaucoup de causes lointaines (germes) et immédiates sont secrétées par eux-mêmes ou leur sont imposées par leur profil géographique. Le contexte géopolitique international de la fin de l'année 2011 a été tout aussi favorable à l'avènement de cette crise. L'éclatement de la crise ne devait en principe surprendre tant les signes de son advenue étaient évidents. Il a manqué chez les Etats concernés une bonne lecture de ces signes et un esprit d'anticipation pour tuer le mal dans l'œuf et empêcher la crise d'éclater ou, en tous cas, minorer ses effets, si malgré tout elle advenait. Les acteurs de la crise sont principalement des groupes armés dont les motivations ne sont pas strictement religieuses. On comprend cela à l'épreuve des faits car à l'arrière plan des discours religieux et politique tenus à l'endroit des populations hautement islamisées se trouvent des motivations d'ordre purement économique qu'expliquent les trafics divers auxquels se livrent les groupes. Les victimes sont également bien connues : il s'agit des institutions étatiques, des populations civiles et de l'environnement. Les implications sur les victimes sont aussi nombreuses que variées. Pour les Etats tout devient urgent dans les zones affectées avec de grandes incidences sur leurs budgets, dont une large part est consacrée de plus en plus aux dépenses militaires au détriment des secteurs sociaux de base, ce qui n'est pas sans provoquer des mécontentements au sein de la population qui dénonce ce qu'elle considère comme un délaissement. C'est ainsi que les Etats sont pris entre les feux croisés des groupes terroristes et de leurs propres administrés, ce qui constitue une réelle menace pour leur stabilité, leur souveraineté, leur intégrité et donc le fondement de leur existence. C'est pourquoi ils ont le devoir d'être suffisamment résilients et de repenser leurs approches des problèmes sécuritaires en toute lucidité, de façon concertée et participative avec toutes les forces vives de la nation. Ceci implique aussi qu'ils doivent s'attaquer aux racines profondes du fléau s'ils veulent le combattre avec plus de succès tout en gérant la situation actuelle avec plus d'intelligence en vue d'atténuer la peine des victimes, rétablir ou renforcer leur autorité partout et recréer la confiance entre eux et les populations. Cette confiance s'est aujourd'hui largement émoussée. La lutte contre

l'insécurité étant une affaire extrêmement coûteuse, les Etats doivent également réfléchir sur un mode de financement plus efficace, moins lourd et surtout très résilient pour leurs budgets nationaux. Ils doivent conséquemment agir sur plusieurs registres : militaires, stratégiques, technologiques et surtout humains.

### Références bibliographiques

ACEGMOLU Daron et ROBINSON A. James, 2015, Genève, Editions marcus haller.

ALI Roufai, 2010, « L'Afrique de l'ouest face aux défis du développement : une analyse des déboires actuels des Etats-butins à travers les vicissitudes de l'histoire et quelques pistes de solution », *Mukara Sani*, Vol.13, PP 147-167.

ALI Roufai, 2019, « Extrémisme religieux violent et éducation au Niger : implications et stratégies de gestion des effets dans la région de Tillabéri », *Colloque international Tillabéri Tchandalo*, Tillabéri, (Communication non encore publiée).

DORY Daniel, 2017, « L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles », *Frontières de guerre, frontières de paix : nouvelles explorations des espaces et temporalités des conflits + Varia*, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4482>.

ESTERLY William, 2013, *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?*, Paris, Nouveaux Horizons.

HENIN Nicolas, 2017, *Comprendre le terrorisme*, Paris, Arthème Fayard.

HUGEUX Vincent, 2010, *L'Afrique en face, dix clichés à l'épreuve des faits*, Paris, Armand Colin. »L'analyse géopolitique du terrorisme : conditions théoriques et conceptuelles »,

HUGON Philippe, 2007, *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Editions sedes.

MOUMOUNI Seyni et BONTIANTI Abdou (Sous la direction de), *Les sciences humaines et le défi du développement en Afrique de l'Ouest : adaptations, résiliences et perspectives*, Vol. 1, Niamey, Editions Gashingo.

OTAN, 2020, *Développement et sécurité dans la région du Sahel*, projet de rapport révisé.

PAM, 2020, *5-choses à savoir sur l'insécurité croissante au Sahel*.

POURTIER Roland, 2014, *Afriques noires, Héritages et mutations*, Paris, Hachette.

### **Webographie**

<https://www.oecd.org/fr/csao/themes/sécurité/>.

<https://issafrica.org/fr/activités/lutter> contre l'insécurité dans le Sahel et en Afrique de l'ouest -ISS Africa.

[https://fr.wfp.org/histoires/5-choses à savoir sur l'insécurité croissante au Sahel](https://fr.wfp.org/histoires/5-choses-a-savoir-sur-l-insécurité-croissante-au-sahel).